

Commune de Juvigny Val d'Andaine

Département
Orne
Arrondissement
Alençon

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 17 JUILLET 2018

<i>Nombre de conseillers En exercice : 70 Présents : 37 Date de convocation : 9 juillet 2018</i>	L'an deux mil dix-huit, le dix-sept juillet, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire dans la salle polyvalente de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine sous la présidence de Monsieur Bernard MOREAU, Maire
--	--

Etaient présents (37) :

Jacky BESLARD	Marcelle GERARD	David LINSTAAD
Henri BONNEL	Mathieu GERARD	Annie MARINARO
Sylvie BRAULT	Madeleine GODEFROY	Charles MERLIER
Chantal CANEVET	Gérard GRANDIN	Bernard MOREAU
Pascal CHRETIEN	Martin GRIPON	Philippe PETRON
Bertrand DABOUX	Marie LABASTIE	Martine PHILIPPE
Françoise DUMESNIL	Henri LEROUX	Daniel POUSSIER
Jean-Marie DUMESNIL	Jean-Paul LEROUX	Daniel POUTEAU
Anthony ERNOULT	Hervé LEROYER	Isabelle PREEL
Daniel FORGET	Nadège LETELLIER	Claudine ROETZINGER
Jean GARNIER	Gérard LEUDIERE	Sylvie SERAIS
Loïc GAUTIER	Dominique LEVERRIER	
André GERARD	Brigitte LIBERT	

Absents (33) : Fabienne AGUITON - Jean-Claude ANNE - Emmanuel BEDU - Valérie BEUSCART - Didier BOISGONTIER - Evie BOUTELOUP - Eric BOUVIER - Dominique BRETON - Stéphane BRUNEAU - Micheline BRUNET - Pascal BRUNET - Gérard CHARCELLAY - Denis COURTEILLE - Philippe DEROUAULT - Bernadette DURAND - Hugues FOURRE - Didier GERARD - Sophie GRIVOIS - Mireille GUYOT - Daniel JOUIN - Laurent LEBLANC - Fabien LECUYER - Didier LEROUX - Patrice LESELLIER - Josèphe LEVENEUR - Annick LIBERT - Rémy LOUVEL - Marie-Caroline MONSALLIER - Michel MOREAU - Maryse MUGICA - Jean PETRON - Alain POUSSIER - Anne-Marie VOISIN

Ont donné un pouvoir (1) : Bernadette DURAND à Isabelle PREEL

Monsieur Daniel FORGET a été désigné secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- 1 - Requête déposée au tribunal administratif concernant le PLU de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
- 2 - Dénomination du lotissement communal de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
- 3 - Bail commercial du commerce bar-restaurant-multiservices de la commune déléguée de Sept Forges
- 4 - Vente de matériel de cuisine de l'ancien commerce de la commune déléguée de Sept Forges
- 5 - Règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la communauté de communes Andaine-Passais
- 6 - Rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif 2017
- 7 - Nouvelle Mairie : choix du maître d'œuvre
- 8 - Intégration des chemins privés revêtus dans le domaine public
- 9 - Heures supplémentaires et complémentaires des agents communaux
- 10 - Modification du temps de travail d'un poste d'adjoint technique territorial principal de 2ème classe
- 11 - Avenant n° 1 concernant les travaux d'effacement de réseau d'éclairage public de la commune déléguée de Sept Forges
- 12 - Décision modificative n° 1 du budget principal

2018082	Requête déposée au tribunal administratif concernant le PLU de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	---

Madame Chantal CANEVET, partie prenante dans cette affaire, a quitté la salle ne prenant pas ainsi part au présent débat.

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'un litige entre la commune déléguée de Juvigny sous Andaine et les consorts MOUSSAY au sujet du Plan Local d'Urbanisme. Ce différend porte sur le changement de destination de certains bâtiments ayant un intérêt patrimonial. Le choix de la commune est de préserver et valoriser le patrimoine bâti existant.

Les consorts MOUSSAY souhaitent intégrer dans la liste des constructions pouvant faire l'objet d'un changement de destination un ancien bâtiment agricole construit en parpaings. Cette demande avait été faite lors de l'enquête publique et n'avait pas été retenue par la commune qui se fonde sur l'orientation définie dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) : « Le changement de destination de bâtiments est autorisé sur le bâti ayant un caractère patrimonial à condition de ne pas nuire à l'activité agricole et à la qualité paysagère du site ». Afin de préserver le caractère vernaculaire des espaces ruraux, la collectivité a souhaité limiter le développement de constructions récentes sur les écarts et favoriser principalement la transformation du patrimoine bâti traditionnel. Ainsi, plusieurs bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination ont été recensés dans la zone agricole et naturelle afin de traduire le projet d'aménagement : identifier des ensembles bâtis situés sur les espaces agricoles et naturels présentant un intérêt patrimonial et susceptible de changer de destination.

Ce litige a été transmis au tribunal administratif de Caen par les consorts MOUSSAY et la commune de Juvigny Val d'Andaine doit présenter un mémoire en réponse dans un délai de 1 mois, soit avant le 29 juillet 2018. En vertu de la délibération n° 2016005 du 7 janvier 2016 par laquelle le conseil municipal a donné

délégation à Monsieur le Maire pour « défendre la commune dans les actions intentées contre elle », Maître Sandrine GAUDRE CŒUR-UNI, avocate à Laval, a été contactée. Cette dernière a accepté de défendre la commune dans cette affaire et produira un mémoire en réponse aux plaignants.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 37 voix Pour :

- approuve la décision de Monsieur le Maire de solliciter Maître Sandrine GAUDRE CŒUR-UNI pour défendre la commune dans ce litige avec les conjoints MOUSSAY,
- considère que cette requête ne contient aucune conclusion tendant à demander l'annulation d'une décision,
- estime que les conjoints MOUSSAY ne démontrent pas en quoi la commune a commis une erreur d'appréciation en ne répertoriant pas leur construction dans la liste des bâtiments ayant un caractère patrimonial,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine pour signer les pièces et actes nécessaires à la présente affaire.

2018083	Dénomination du lotissement communal de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	--

Monsieur le Maire rappelle que les travaux du lotissement communal de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé sont achevés et que la voirie correspond aux critères de classement dans la voirie communale, celle-ci desservant des habitations et assurant la continuité du réseau communal.

Il informe le Conseil Municipal qu'il convient de classer cette voie d'une longueur de 172 m dans la voirie communale. Elle porterait le numéro 258 et serait dénommée « Rue des Pommiers ».

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 38 voix Pour :

- décide de classer dans la voirie communale de Juvigny Val d'Andaine la voie nouvelle dite Rue des Pommiers portant le n° VC 258,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour procéder aux démarches et formalités nécessaires à la modification du tableau de classement de la voirie communale et du document cadastral.

2018084	Bail commercial du commerce bar-restaurant-multiservices de la commune déléguée de Sept Forges
----------------	---

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué de Sept Forges, informe le conseil municipal que Madame Bernadette ULTRÉ prendra la gérance du bar-restaurant-multiservices situé 4 bis route de Céaucé à compter du 1^{er} août 2018.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 38 voix Pour :

- décide d'établir un bail commercial de 9 ans avec Madame Bernadette ULTRÉ pour les locaux du bar-restaurant-multiservices situés 4 bis route de Céaucé à compter du 1^{er} août 2018,
- décide qu'une mutation de la licence de débit de boissons de 4^{ème} catégorie soit effectuée au profit de Madame Bernadette ULTRÉ et que le dit débit de boisson soit inclus dans la location,
- décide d'opter pour la TVA concernant les loyers,

- décide de fixer le loyer, qui sera payable d'avance le 1^{er} de chaque mois et révisable annuellement en fonction de l'indice des loyers commerciaux, comme suit :
 - . gratuité des loyers pendant les 6 premiers mois à compter du 1^{er} août 2018,
 - . 150,00 HT de loyer mensuel pour les 18 mois suivants,
 - . 300,00 € HT de loyer mensuel à partir de la 3^{ème} année,
- fixe un dépôt de garantie de 500,00 €,
- dit que l'entretien du matériel est à la charge du bailleur, si celui-ci est hors d'usage, la commune le remplacera, à charge pour le locataire de faire une révision annuellement,
- dit que le locataire devra :
 - . s'acquitter des impôts, contributions et taxes à sa charge personnelle,
 - . rembourser à la commune la taxe d'ordures ménagères et la taxe foncière,
 - . s'acquitter de la redevance d'assainissement,
- dit que le matériel mis à disposition du locataire sera listé lors de l'état des lieux et que cette liste sera annexée au bail,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Madame le Maire délégué de Sept Forges pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

2018085	Vente de matériel de cuisine de l'ancien commerce de la commune déléguée de Sept Forges
----------------	--

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué, fait part de la décision du conseil communal de Sept Forges de vendre du matériel de cuisine à Monsieur Frédéric BILHEUX pour la somme de 300,00 € HT (360,00 € TTC). Il s'agit de barres, de dents de lous et de esses provenant de l'ancien commerce.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 38 voix Pour, accepte de vendre le matériel désigné ci-dessus à Monsieur Frédéric BILHEUX pour la somme de 300,00 € HT (360,00 € TTC) et donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tout document relatif à cette vente.

2018086	Règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la communauté de communes Andaine-Passais
----------------	---

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la communauté de communes Andaine-Passais. Ce document a pour objectif de :

- garantir un service public de qualité,
- clarifier les droits et obligations des usagers,
- contribuer à préserver l'environnement et la propreté,
- assurer la sécurité et le respect des conditions de travail des personnes en charge de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés,
- sensibiliser les citoyens à la nécessité de réduire leur production de déchets et à valoriser au maximum les déchets produits,
- rappeler les obligations de chacun en matière d'élimination des déchets et s'appuyer sur un dispositif de sanction des abus et infractions.

Les deux principaux types de déchets ménagers et assimilés sont les déchets non valorisables et les déchets valorisables. La première catégorie concerne les ordures ménagères résiduelles. Et la deuxième catégorie concerne les emballages plastiques, en aluminium et acier, les emballages papiers et cartons, les briques alimentaires. Il est à noter que les cartons ondulés et/ou bruns doivent être déposés en déchetterie et non dans les conteneurs de tri sélectif répartis en différents lieux sur le territoire communautaire.

Les déchets collectés en déchetterie concernent les déchets verts, les encombrants ménagers, les gravats et matériaux de démolition, les gros cartons, le bois, la ferraille, le mobilier, les déchets d'équipement électriques et électroniques et enfin les déchets spéciaux (produits inflammables, corrosifs, polluants...). Ne sont pas autorisés en déchetterie : les pneus, les déchets d'activité de soins à risques infectieux, les déchets carnés et cadavres d'animaux, les déchets contenant de l'amiante, les bouteilles de gaz et les véhicules hors d'usage.

Il existe 4 déchetteries sur le territoire de la communauté de communes : Juvigny sous Andaine, Couterne, Céaucé et Passais la Conception.

La collecte des ordures ménagères s'effectue en porte à porte ou en point de regroupement (bacs roulants ou ECO 5000). La collecte en porte à porte s'effectue du lundi au vendredi en fonction des communes. Le service « collecte et traitement des ordures ménagères » a été mis en place par la communauté de communes Andaine-Passais et est uniquement réservé aux habitants du territoire communautaire.

Toute infraction au règlement de collecte des déchets peut être sanctionnée et donner lieu à une amende de police.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, par 38 voix Pour :

- approuve le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la communauté de communes Andaine-Passais,
- demande que la présente délibération soit transmise à madame le Préfet de l'Orne et à Monsieur le Président de la communauté de communes Andaine-Passais.

2018087	Rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif 2017 des communes déléguées de Juvigny sous Andaine, La Baroche sous Lucé et Sept Forges
----------------	--

Monsieur le maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le conseil municipal, par 38 voix Pour :

- adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif
- décide de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- décide de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr
- décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

2018088	Nouvelle Mairie : choix du maître d'œuvre
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commission d'appel d'offres, s'est réunie le 12 juin 2018 afin de procéder à l'ouverture des enveloppes contenant les candidatures et les offres reçues dans les délais concernant la maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension d'une maison en mairie. Seul, l'Atelier JSA ayant répondu à cette consultation, son offre a été retenue :

Tranche ferme (9,20 %) :

32 016,00 € HT, soit 38 419,20 € TTC pour un montant estimatif
de travaux de 348 000,00 € HT (417 600,00 € TTC)

Tranche conditionnelle (8,80 %) :

21 648,00 € HT, soit 25 977,60 € TTC pour un montant estimatif
de travaux de 246 000,00 € HT (295 200,00 € TTC)

Il conviendra de faire appel à un coordonnateur SPS, un bureau de contrôle, un géotechnicien pour les sondages de sols et d'effectuer un diagnostic amiante, plomb et un état parasitaire.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 38 voix Pour :

- accepte de retenir l'Atelier JSA comme maître d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension d'une maison en mairie,
- accepte les honoraires de la tranche ferme et de la tranche conditionnelle tels que présentés,
- autorise Monsieur le Maire à lancer une consultation concernant le choix :
 - . d'un coordonnateur SPS,
 - . d'un bureau de contrôle,
 - . d'un géotechnicien pour les sondages de sols,
 - . d'un bureau d'étude pour un diagnostic amiante, plomb et état parasitaire.
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou au 1^{er} Adjoint pour signer les pièces et actes relatifs aux présents travaux.

2018089	Intégration des chemins privés revêtus dans le domaine public
----------------	--

Monsieur le Maire informe l'assemblée que trois conseillers municipaux sont concernés par l'intégration de chemins privés revêtus dans le domaine public. Ceux-ci devraient par conséquent se retirer. Or, considérant le nombre de conseillers présents à cette séance, il ne sera pas possible de délibérer faute de quorum. Ce point à l'ordre du jour sera reporté à une prochaine séance.

2018090	Heures supplémentaires et complémentaires des agents communaux
----------------	---

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 38 voix Pour,
VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif au régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

DECIDE

- peuvent être amenés à effectuer des heures supplémentaires, en raison des nécessités de service et à la demande du Maire, les agents titulaires et non titulaires à temps complet et à temps partiel de catégorie C, relevant du cadre d'emploi d'adjoint technique territorial et d'adjoint administratif territorial,

- peuvent également être amenés à effectuer des heures complémentaires en plus de leur temps de travail, en raison des nécessités de service et à la demande du Maire, les agents titulaires et non titulaires à temps non complet, relevant du cadre d'emploi d'adjoint technique territorial et adjoint administratif territorial,

- le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps complet ne pourra excéder 25 heures par mois.

- le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures. (exemple pour un agent à 80 % : 25 h x 80 % = 20 h maximum)

- le nombre d'heures complémentaires effectuées par les agents à temps non complet ne peut conduire au dépassement de 35 heures par semaine (les heures effectuées au-delà de 35 heures par semaine relèveront du régime des heures supplémentaires).

- les heures supplémentaires et les heures complémentaires réalisées seront :

s'agissant des heures supplémentaires réalisées par les agents à temps complet, rémunérées par les indemnités horaires pour travaux supplémentaires prévues par le décret n° 2002- 60 du 14 janvier 2002, aux taux fixés par ce décret,

s'agissant des heures supplémentaires réalisées par les agents à temps partiel rémunérées par les indemnités horaires pour travaux supplémentaires prévues par le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004,

s'agissant des heures complémentaires réalisées par les agents à temps non complet, rémunérées sur la base du traitement habituel de l'agent.

2018091	Modification du temps de travail d'un poste d'adjoint technique territorial principal de 2ème classe
----------------	---

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération en date du 5 juin 2018 créant l'emploi de d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe à une durée hebdomadaire de 13 heures,

Monsieur le Maire expose au conseil municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe permanent à temps non complet (13 heures hebdomadaires) considérant la réorganisation de travail des agents suite au passage à la semaine scolaire de 4 jours et la fin d'un contrat à durée déterminé.

Après avoir entendu Monsieur le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

Le conseil municipal, par 38 voix Pour,

DECIDE :

Article 1er : La suppression, à compter du 1^{er} septembre 2018 d'un emploi permanent à temps non complet (13 heures hebdomadaires) d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe,

Article 2 : La création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent à temps non complet (21 heures hebdomadaires) d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe,

PRECISE :

- que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Monsieur le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif (68 rue Raymond IV - BP 7007-31068 TOULOUSE CEDEX 07) dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2018092	Avenant n° 1 concernant les travaux d'effacement de réseau d'éclairage public de la commune déléguée de Sept Forges
----------------	--

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

VU le Code des marchés publics,

VU le marché conclu avec l'entreprise adjudicataire du lot considéré en application de la délibération du Conseil Municipal du 1^{er} mars 2017 portant le n° 20171038 relative à l'approbation de l'opération d'effacement du réseau d'éclairage public de la commune déléguée de Sept Forges,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2018,

Après en avoir délibéré, décide par 38 voix Pour :

- de conclure l'avenant d'augmentation ci-après détaillé avec l'entreprise suivante dans le cadre des travaux relatifs à l'opération susmentionnée : lot unique

attributaire : ELITEL Réseaux - ZA de la Maîtrise - 53410 Saint Ouen des Toits
marché initial du 6 mars 2017 d'un montant de 34 460,30 € HT soit 41 352,36 € TTC
avenant n° 1 : 1 067,85 € HT soit 1 281,42 € TTC
nouveau montant du marché : 35 528,15 HT soit 42 633,78 € TTC
objet :

- . reprise d'un réseau d'éclairage public existant dans la route de Domfront,
 - . fourniture, transport et réalisation de remontées aéro-souterraines supplémentaires pour le raccordement des lanternes existantes dans la route de Domfront.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame le Maire délégué de Sept Forges à signer l'avenant considéré ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

2018093	Décision modificative n° 1 du budget principal
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il est nécessaire d'apporter des modifications au budget primitif du budget principal afin de mandater les dépenses afférentes aux travaux supplémentaires d'effacement du réseau d'éclairage public de la commune déléguée de Sept Forges.

Le Conseil municipal,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,
Vu la délibération du Conseil municipal n° 2018046 en date du 9 avril 2018 approuvant le budget primitif 2018 du budget principal,
Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, par 38 voix Pour :
- adopte la décision modificative n° 1 de l'exercice budgétaire 2018 pour le budget principal telle que détaillée dans le tableau ci-dessous,
- donne délégation à Monsieur le Maire ou à défaut au 1^{er} Adjoint à l'effet de notifier la présente décision au Préfet et au comptable public.

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Chap. 6002 – Eclairage public Sept Forges		Chap.021 – Virement de la section de fonct.	
Art.21538/600 Autres réseaux	5 182,00 €	Art.021/999 Virement de la section de fonct.	3 474,00 €
		Chap.6005 – Mairie	
		Art. 1328/600 Autres	1 708,00 €
TOTAL	5 182,00 €		5 182,00 €

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Chap. 023 – Virement à la section d'invest.			
Art. 023/999 Virement à la section d'invest.	3 474,00 €		
Chap. 011 – Charges à caractère général			
6188/999 – Autres frais divers	- 3 474,00 €		
TOTAL	0,00 €		0,00 €

2018094	Décision modificative n° 2 du budget principal
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il est nécessaire d'apporter des modifications au budget primitif du budget principal afin de mandater les dépenses afférentes aux travaux de la vitrine de la boulangerie de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine.

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2018046 en date du 9 avril 2018 approuvant le budget primitif 2018 du budget principal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, par 38 voix Pour :

- adopte la décision modificative n° 2 de l'exercice budgétaire 2018 pour le budget principal telle que détaillée dans le tableau ci-dessous,

- donne délégation à Monsieur le Maire ou à défaut au 1^{er} Adjoint à l'effet de notifier la présente décision au Préfet et au comptable public.

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Chap. 21 – Immobilisations corporelles			
Art.2132/704 Immeubles de rapport	- 4 580,00 €		
Chap. 45 – Comptabilité distincte rattachée			
Art. 45811/704 – Opérations sous mandat	4 580,00 €		
TOTAL	0,00 €		

2018095	Décision modificative n° 3 du budget principal
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il est nécessaire d'apporter des modifications au budget primitif du budget principal afin de mandater les dépenses afférentes aux travaux de génie civil concernant l'éclairage public de la commune déléguée de Sept Forges.

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2018046 en date du 9 avril 2018 approuvant le budget primitif 2018 du budget principal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, par 38 voix Pour :

- adopte la décision modificative n° 3 de l'exercice budgétaire 2018 pour le budget principal telle que détaillée dans le tableau ci-dessous,
- donne délégation à Monsieur le Maire ou à défaut au 1^{er} Adjoint à l'effet de notifier la présente décision au Préfet et au comptable public.

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Chap. 6002 – Eclairage public de Sept Forges		Chap. 021 – Virement de la section de fonct.	
Art.21538/600 – Autres réseaux	13 650,00 €	Art. 021/999 – Virement de la section de Fonctionnement	13 650,00 €
TOTAL	13 650,00 €		13 650,00

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Chap. 023 – Virement à la section d'investissement			
Art.023/999 – Virement à la section d'investissement	13 650,00 €		
Chap. 011 – Charges à caractère général			
Art. 6188/999 – Autres frais divers	-13 650,00 €		
TOTAL	0,00 €		

Numéro d'ordre des délibérations

Date	Numéro	Objet	Page
17/07/2018	2018082	Requête déposée au tribunal administratif concernant le PLU de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	62
17/07/2018	2018083	Dénomination du lotissement communal de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	63
17/07/2018	2018084	Bail commercial du commerce bar-restaurant-multiservices de la commune déléguée de Sept Forges	63
17/07/2018	2018085	Vente de matériel de cuisine de l'ancien commerce de la commune déléguée de Sept Forges	64
17/07/2018	2018086	Règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la communauté de communes Andaine-Passais	64
17/07/2018	2018087	Rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif 2017 des communes déléguées de Juvigny sous Andaine, La Baroche sous Lucé et Sept Forges	65
17/07/2018	2018088	Nouvelle Mairie : choix du maître d'œuvre	66
17/07/2018	2018089	Intégration des chemins privés revêtus dans le domaine public	66
17/07/2018	2018090	Heures supplémentaires et complémentaires des agents communaux	66
17/07/2018	2018091	Modification du temps de travail d'un poste d'adjoint technique territorial principal de 2ème classe	67
17/07/2018	2018092	Avenant n° 1 concernant les travaux d'effacement de réseau d'éclairage public de la commune déléguée de Sept Forges	68
17/07/2018	2018093	Décision modificative n° 1 du budget principal	69
17/07/2018	2018094	Décision modificative n°2 du budget principal	70
17/07/2018	2018095	Décision modificative n°3 du budget principal	70